

terme aux essais militaires et renforcerait le dialogue stratégique des superpuissances auquel la Grande-Bretagne n'est pas vraiment partie et où son rôle est davantage celui d'un intermédiaire. Même si sa durée est limitée, le moratoire sur les ENP permet de gagner du temps en faveur des négociations tripartites et du dialogue entre les superpuissances (en posant comme hypothèse que, pour le moment, les membres des Nations Unies et la Chine ne jouent qu'un rôle marginal dans la recherche d'un accord sur l'IAE). La Chine reste toutefois un facteur dans la pensée à long terme des Soviétiques. Quoi qu'il en soit, le dialogue est fondamentalement bilatéral et a de fortes chances de le rester dans l'esprit des superpuissances.

Pour l'heure, le dialogue entre les superpuissances sur l'IAE sert diverses fins. En effet, comme il est actuellement difficile de maintenir l'esprit de la détente, le débat sur l'IAE crée une atmosphère propice aux négociations bilatérales dans un certain nombre de secteurs, celui des SALT II par exemple. Les négociations relatives au moratoire peuvent frayer la voie à un accord permanent sur l'interdiction de toutes les formes d'essai, qu'ils soient militaires ou pacifiques. Il maintiendrait la technologie militaire à son stade actuel et laisserait intacte la position politique des parties, ni l'une ni l'autre n'étant actuellement en mesure de les abandonner ou d'en corriger toutes les faiblesses. Les Soviétiques et les Américains se perçoivent différemment et l'on ne s'entend pas dans les cercles de la politique étrangère et de la sécurité sur les fondements de la ligne à adopter. La perception des problèmes varie quant aux détails techniques et selon les préoccupations politiques et psychologiques de chacun, ce qui joue dans le cas des questions exclusives aux négociations sur l'IAE, mais aussi sur tout le contexte politique qui les entoure. Aux yeux de Moscou, ces questions ne sont pas des jetons de marchandage. En raison de considérations géopolitiques et géostratégiques, il devient important de ne pas renoncer à toutes les options sans avoir examiné toutes leurs implications. Pour l'Inde, dont le rôle est marginal dans le débat sur l'IAE l'option des ENP est importante dans le contexte de l'évolution de ses relations avec la Chine. Il lui faut alors s'acheminer vers la normalisation des relations avec ce pays; par contre, le gouvernement de M. Desai, contrairement à celui de M^{me} Gandhi, a mis davantage en lumière le problème des frontières sino-indiennes. En Europe, rien d'important ne se fait autour des ENP, mais les délibérations de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) dé-

montrent les possibilités pratiques des expériences nucléaires pacifiques. Sur la scène internationale, la question demeure donc ni tout à fait résolue ni tout à fait enterrée. Il est permis de présumer qu'une fois que la Chine aura acquis une forte capacité nucléaire, disons dans cinq ou dix ans, elle sera peut-être en mesure de se joindre au débat sur le désarmement. Même si cela devait être, la Chine pourrait elle aussi vouloir l'option des ENP pour protéger ses arrières. Les superpuissances ne doivent pas oublier ces possibilités.

Un moratoire se révélerait également utile dans le contexte des intrigues bureaucratiques qui se jouent aux États-Unis et en URSS. Il est loin d'être assuré que la bureaucratie militaire de ces pays accepte de geler en permanence les essais militaires et de ne pas procéder à de nouveaux essais des techniques et du matériel existants. Il n'est pas certain non plus que les dirigeants politiques puissent atténuer les rivalités et les luttes d'intérêts entre les divers groupements, et que les négociations intergouvernementales puissent échapper au danger de devenir le jouet des fonctionnaires et des bureaucrates simplement pour permettre aux deux gouvernements de consentir des sacrifices réciproques. Politiquement donc, vu son caractère temporaire, le moratoire donnerait aux parties un délai leur permettant de régler leurs problèmes internes. Internationalement, dans le cadre de la diplomatie postérieure au TNP, le débat sur l'IAE et sur les ENP neutralise les débats nationaux sur les ENP tout en maintenant en vie la question des ENP sur le plan théorique, puisque la discussion ressortit maintenant à l'article V du TNP. Cet aspect est important parce qu'il supprime les ENP en pratique et applique en théorie l'article V du TNP et, par voie de conséquence, l'une des concessions relatives au Traité de non-prolifération.

Les véritables problèmes

Les négociations sur l'IAE et les ENP ont permis de dégager certains aspects pouvant faire l'objet d'un accord tripartite, pourvu que la question soit envisagée dans l'optique de la maîtrise des ENP: accepter un accord limité sur l'IAE; mettre en application les articles V et VI du TNP; entraîner graduellement la Chine et la France dans le dialogue sur le désarmement; et répondre aux pressions du Tiers monde à l'ONU en faveur du désarmement nucléaire.

S'il s'agissait là des principaux points, un accord sur l'IAE et les ENP serait relativement facile à négocier. Mais on aurait tort d'y voir d'abord une expérience de